

Le travail : à front renversé

Jean-Marie Harribey

Libération, 15 février 2023¹

La bataille sociale et politique autour de la réforme des retraites confirme ce que nous savions depuis déjà quelques années : le capitalisme prédateur et les politiques néolibérales ont mis le travail en crise profonde. Toutes les enquêtes sociologiques et tous les témoignages individuels l'attestent. La mondialisation et l'effritement du tissu industriel ont délité les collectifs de travail, dissous les liens sociaux qui s'y rattachaient et affaibli durablement les syndicats. En parallèle, le management a tendu à individualiser le plus possible la gestion de la force de travail, tout en affirmant la faire adhérer aux « valeurs de l'entreprise » pendant que la « valeur pour l'actionnaire » s'imposait en matière financière.

Au fil des ans, les dérégulations du marché de l'emploi ont mis les travailleurs, surtout « les premiers et les premières de corvée », dans une situation de plus en plus difficile à supporter. Les droits sociaux et le droit du travail ont été amoindris : loi Travail dite El Khomri en 2016 soumettant les libertés et droits fondamentaux du travail aux nécessités de l'entreprise, et ordonnances prises par le président Macron en 2017 modifiant les règles de négociation collective. Dernièrement, deux réformes des allocations chômage ont réduit le montant de celles-ci, puis leur durée en imaginant qu'une situation économique favorable se décidait par le passage sous le seuil de 9 % de taux de chômage : sans doute une nouvelle définition du quasi-plein emploi !

Dans ce contexte, la réforme des retraites ne peut que soulever l'hostilité de la population qui sait que sa condition au travail s'est dégradée, tant sur le plan physique et mental que par l'obligation d'accomplir des tâches qui lui apparaissent dépourvues de sens et sur lesquelles elle n'a aucune prise. En amont de la brutalité d'une réforme des retraites, il y a celle du travail lui-même. En reculant de deux ans l'âge de la retraite, il s'agit de pousser plus loin la soumission du *travail vivant*, comme disait Marx.

Mais c'est ici que se joue une partie à front renversé. D'un côté, le gouvernement et les porte-parole patronaux se font les hérauts d'une « valeur travail », tout en dérégulant le travail à tout va ou en appelant à aller toujours plus loin. Travail loué et travailleurs dévalorisés. Le paradoxe se résout en écoutant tel ou tel ministre accuser de paresse ceux qui renâclent aux réformes alors que la réalité concrète du travail et de ses conditions est totalement ignorée des experts en « réforme ». Et il est probable que, dans leur refus du recul de l'âge de la retraite, il y a de la part des travailleurs un rejet viscéral autant que politique du déni de leur réalité de vie manifesté par un gouvernement aveugle et sourd. En d'autres termes, l'opposition résolue à la réforme des retraites est une réponse radicale à l'injonction bourgeoise de se soumettre à un travail à n'importe quelle condition pour produire n'importe quoi.

Mais, de l'autre côté, ceux qui, sur le plan politique, ont accompagné depuis deux siècles le mouvement ouvrier à la conquête du progrès social sont devenus très frileux par rapport au travail, pour ne pas dire indifférents. Le prolétariat avait, paraît-il, disparu, bien qu'ouvriers et employés représentent la moitié de la population active. La société se « moyennisait », malgré la précarisation d'une large partie du salariat. La gauche pouvait se désintéresser du peuple, puisque l'enjeu était de convaincre les élites fortunées et/ou cultivées. D'aucuns, ou d'aucunes, laissaient même croire que le travail était une valeur de droite. Double méprise.

¹ Sous le titre donné par *Libération* : « La réforme des retraites abîme la valeur travail ».

D'une part, c'est nier que le travail est le seul producteur de valeur économique : la théorie de la « valeur-travail » (avec un trait d'union) est ainsi, nouveau paradoxe, confirmée involontairement par les réformateurs des retraites vantant la retraite par répartition produite par les actifs, tout en préparant souterrainement la retraite par capitalisation, alors que cette dernière ne peut pas s'abstraire non plus de la force de travail productive. D'autre part, c'est oublier, autre enseignement de l'économie politique et des sciences sociales, que bien que le *travail vivant* soit exploité, aliéné, dominé par le *capital mort*, il est également intégrateur dans la société et potentiellement émancipateur à condition que le travailleur en maîtrise le sens et les finalités.

On voit alors le hold-up conceptuel opéré par les forces conservatrices : en feignant de défendre la « valeur travail » dans son sens philosophique, on retourne celle-ci en obligeant à travailler à n'importe quelles conditions et toujours plus longtemps, tout en refusant aux travailleurs le droit d'émettre le moindre jugement sur la nature leur travail et sur la répartition de son fruit. On voit aussi *a contrario* l'abandon en rase campagne de la référence au travail par des forces prétendument progressistes qui ne savent plus où elles habitent, dans la maison travail ou hors-sol de la réalité sociale.

On mesure ainsi le risque que s'installe un débat à front renversé au moment où la question de la retraite se présente enfin comme un vrai choix de société. Mais, et c'est là l'espoir majeur que suscite le mouvement social contre la réforme, l'affrontement sur la retraite est le miroir de celui sur le travail, parce que sont posées les finalités de l'activité humaine : travailler plus pour produire plus n'a aucun sens, autre, bien sûr, que celui de faire du profit. Quelle que soit l'issue du bras de fer avec le gouvernement, il ne sera plus possible de séparer la question sociale de la question écologique. L'avenir n'est pas du côté de Monsieur Macron et de Madame Borne, il est du côté de ceux et de celles qui, aujourd'hui, galèrent dans le travail en gardant l'espoir d'ouvrir un nouveau temps de vie à la retraite².

² J.-M. Harribey, *En finir avec le capitalovirus, L'alternative est possible*, Dunod, 2021